

## RÉUNION DU COMITÉ DE L'AGRICULTURE AU NIVEAU DES MINISTRES

7 et 8 AVRIL 2016

### Résumé des coprésidents

(texte publié sous la responsabilité de MM. Le Foll et Vilsack, ministres, coprésidents)

Les ministres de l'Agriculture et les représentants des 34 pays membres de l'OCDE et de l'UE, ainsi que de l'Afrique du Sud, de l'Arabie saoudite, de l'Argentine, du Brésil, de la Colombie, du Costa Rica, de l'Indonésie, de la Lettonie, de la Lituanie, du Pérou, de la Roumanie, de l'Ukraine, du Vietnam, ainsi que les représentants, du BIAC, de la FAO, du FIDA, de l'IFPRI, de l'OMC, de l'ONU et du TUAC, se sont réunis à Paris pour la première fois depuis six ans, pour se pencher sur les défis et les opportunités qui se présentent au système alimentaire mondial, avec pour thème « **Des politiques meilleures pour un système alimentaire mondial productif, durable et résilient** ».

Les ministres M. Stéphane Le Foll (France) et M. Tom Vilsack (États-Unis), co-présidents de la réunion, ont dirigé pendant une journée et demie des discussions nourries sur le futur de l'agriculture et sur son rôle dans l'avenir du monde. Accompagnés de M. Angel Gurría, secrétaire général de l'OCDE, ils ont ouvert la conférence ministérielle par une présentation de leur vision commune du secteur aux journalistes conviés et à d'autres invités.

Les coprésidents ont salué la participation de pays en passe de devenir membres de l'OCDE et d'autres non-membres invités, jugeant nécessaire d'encourager la coopération internationale et de prendre en compte un large éventail de points de vue dans la réflexion sur notre futur partagé. La présence de ces autres pays et la participation d'organisations internationales et des organes consultatifs auprès de l'OCDE (le Comité consultatif économique et industriel (BIAC) et la Commission syndicale consultative (TUAC)), ont enrichi le débat et apporté de nouvelles dimensions importantes à cette conférence ministérielle.

Nous avons d'abord axé nos réflexions sur les **principaux enjeux** qui attendent les systèmes agricole et alimentaire mondiaux. Le défi primordial que doit relever l'agriculture mondiale consiste à assurer la sécurité alimentaire de plus de 9 milliards de personnes d'ici 2050, en gérant de façon durable les ressources naturelles sur lesquelles repose notre système alimentaire. Dans le même temps, l'agriculture doit répondre aux défis soulevés par l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à celui-ci, contribuer à améliorer la nutrition et à promouvoir les opportunités économiques qui revitalisent les zones rurales et aident les petites exploitations confrontées à la pauvreté et à une croissance ralentie. Les objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU et l'Accord de Paris sur le changement climatique prévoient des cibles opérationnelles pour répondre à ces enjeux, dans un contexte marqué par une récurrence des chocs climatiques et des risques sanitaires, et une instabilité des marchés. La productivité est depuis longtemps dans la ligne de mire des pouvoirs publics et la durabilité suscite davantage d'intérêt depuis quelques années, mais la résilience des secteurs agricole et alimentaire face à ces risques n'est pas encore suffisamment prise en compte par l'action publique. **Nos politiques doivent promouvoir la résilience des secteurs agricole et alimentaire et des collectivités rurales, ainsi que leur productivité et leur durabilité. Atteindre ces objectifs partagés nécessitera une coopération internationale soutenue.**

Les ministres sont convenus qu'une **transition était nécessaire** en vue de mettre en place le cadre d'action qui conviendrait le mieux pour hisser le système agricole et alimentaire mondial au niveau requis de productivité, de durabilité et de résilience. Nous avons souscrit aux recommandations de longue date de l'OCDE selon lesquelles les politiques devraient avoir des objectifs **transparents** ; **viser** des résultats précis et être **calibrées** de manière à les atteindre avec aussi peu d'impacts que possible sur les activités non concernées ; être suffisamment **flexibles** pour pouvoir être appliquées dans des situations variées et adaptées en cas de changement des priorités ; **concorde**r avec les règles et obligations commerciales et assurer l'équité à l'intérieur des pays et entre eux. En outre, il faudra que les politiques soient plus cohérentes pour mettre en place le cadre d'action propice aux objectifs dont nous sommes convenus.

Dans le cadre de nos réflexions, nous avons identifié plusieurs domaines d'action essentiels à la réalisation des objectifs convenus :

- Il est apparu clairement qu'assurer la **résilience** du secteur dans son ensemble était fondamental pour atteindre nos objectifs mondiaux. Nous avons insisté sur la nécessité de politiques qui permettent aux producteurs, aux marchés, aux gouvernements et aux autres institutions de répondre et de s'adapter rapidement aux événements météorologiques imprévisibles, aux crises sanitaires et à la volatilité des marchés. Ces politiques incluent notamment de nouveaux outils de **gestion des risques** et un développement du **commerce**. Il nous faudra les concevoir de façon à encourager le développement de systèmes agricoles et alimentaires intrinsèquement plus robustes et plus résilients. La diversité des risques exigera des instruments d'action publique et des investissements diversifiés visant l'exploitation agricole et, aussi, les différents niveaux de la filière alimentaire, mais leur gestion doit obéir à une approche systémique et holistique. Il sera important de favoriser des solutions axées sur la performance environnementale et économique des exploitations, ainsi que les synergies à tous les niveaux du système agricole et alimentaire. Nous reconnaissons que l'**innovation** sous toutes ses formes – science, technologie, enseignement et formation – et l'évolution de la gestion et de la structure des exploitations, seront indispensables pour élaborer des réponses propices à la résilience, à une productivité améliorée et à la production de biens publics environnementaux, et fournissant à tous les producteurs des opportunités d'élever leur niveau de vie, quels que soient leur taille, leur condition sociale et le degré de leur expérience.
- Nous avons identifié qu'il était important d'adopter des pratiques durables de gestion, de créer des incitations en faveur de la préservation des ressources limitées en eau, et de soutenir les transferts de connaissances nécessaires pour s'adapter à l'évolution de la démographie dans les grandes régions productrices et consommatrices de produits alimentaires. Notre réponse doit consister en partie à concevoir des politiques qui prévoient des incitations efficaces, aux niveaux individuel et collectif, en vue de développer les services écosystémiques et de maintenir et développer les ressources naturelles, y compris si nous les utilisons plus intensivement. Nous devons trouver un moyen pour intégrer des politiques sectorielles et environnementales qui encouragent **une utilisation durable de l'eau, des terres, des forêts, des sols et de la biodiversité**, ainsi qu'une **atténuation du changement climatique et une adaptation** efficaces.
- Nous nous sommes accordés à reconnaître que les **échanges** étaient un outil essentiel pour faire en sorte que les produits de base et les produits alimentaires puissent être distribués efficacement aux lieux et moments où ils sont nécessaires, et pour développer les débouchés économiques offerts aux producteurs. Il nous faut encourager les politiques favorables à l'ouverture et à la transparence du commerce pour soutenir des marchés intérieurs et internationaux intégrés qui contribuent à la croissance et au développement et engendrent des systèmes alimentaires résilients. Dans le même temps, ces politiques devraient promouvoir des objectifs environnementaux élevés, un développement inclusif et une conduite responsable des entreprises.
- Améliorer la résilience et la productivité durable dans les secteurs agricole et alimentaire nécessitera d'investir dans **les politiques et systèmes d'innovation**. Les ministres ont pris acte de la contribution essentielle de l'innovation sous toutes ses formes aux solutions environnementales, en particulier à la transition vers une économie bas carbone. Par exemple, le développement de la bioéconomie, de l'énergie et des matériaux renouvelables tirés de la biomasse devrait être encouragé. Des investissements à long terme doivent être consentis tout autant dans les activités de recherche fondamentale, de recherche appliquée et de **recherche-développement** que dans les systèmes de transfert des connaissances et de diffusion de technologies à même d'aider tous les types de producteurs à accéder aux informations sur les technologies, les pratiques, les systèmes d'organisation et les solutions appropriés, et à les adopter. Les innovations tant ascendantes que descendantes devraient être promues. Le financement public de ces investissements est dans de nombreux cas en diminution. Les pays s'accordent sur l'importance de fonds additionnels pour la recherche agricole et la mobilisation des capacités du secteur privé. Nous sommes aussi convenus que, pour stimuler l'innovation, les pays devraient se doter des infrastructures et des politiques, y compris via la coopération internationale et des marchés performants, nécessaires pour soutenir les systèmes d'innovation et développer l'économie numérique et l'accessibilité des données dans le domaine de l'agriculture et de l'alimentation.
- Nous aurons également besoin de mesures internes qui ne déconnectent pas les producteurs des prix mondiaux, mais qui leur assurent un filet de sécurité afin qu'ils aient le temps de s'adapter aux évolutions des marchés. Conçues pour favoriser

la croissance dans des zones spécifiques, des politiques de développement économique des zones rurales doivent être mises en œuvre pour **améliorer l'emploi local et revitaliser ces territoires**. De plus, une attention particulière devrait être portée au renouvellement générationnel et à un meilleur accès au secteur agricole pour les nouveaux entrants, y compris les femmes et les jeunes. Nous devrions également nous assurer que les politiques contribuent à la réduction de la pauvreté, à l'amélioration des conditions de travail et au développement d'opportunités économiques pour les salariés agricoles, les petits producteurs et les populations rurales vulnérables.

En complément de la réflexion sur les politiques qui pourraient contribuer à répondre aux défis que représente une agriculture durable, productive et résiliente, nous nous sommes penchés sur la nécessité de promouvoir le développement de **systèmes agricoles et alimentaires compétitifs gérés de façon responsable**. Nous nous sommes accordés à reconnaître qu'il fallait de toute urgence étudier des mesures créatives et efficaces pour répondre au problème des **pertes et gaspillages alimentaires** à toutes les étapes de la filière, de l'exploitation agricole jusqu'au consommateur. Il nous faut également trouver comment faire en sorte que chacun dispose d'un accès fiable à une alimentation sûre, saine, appropriée et nutritive. Nous devons en outre apporter des réponses aux menaces qui pèsent sur la **santé animale et végétale** et à leurs interactions avec la **santé humaine et la nutrition** via la transmission de maladies et la perte ou l'altération de denrées alimentaires. Les ministres se sont dits particulièrement préoccupés par la recherche de stratégies pour traiter d'urgence la question de la résistance aux antimicrobiens associée aux activités d'élevage et des dangers qu'elle peut représenter pour la santé humaine. Enfin, nous devons encourager la **création de valeur ajoutée** à toutes les étapes de la chaîne alimentaire, tout en encourageant la coexistence de systèmes agricoles et alimentaires diversifiés et en promouvant le développement de chaînes de valeur responsables, fonctionnelles et compétitives.

Nous sommes convenus que des mesures concrètes devaient être prises pour renforcer la **coopération internationale** dans plusieurs domaines essentiels. Tout d'abord, le changement climatique requiert d'intensifier la coopération internationale pour élaborer des solutions et les mettre en commun. Nous reconnaissons qu'un axe crucial de coopération sera le maintien et le renforcement du stock de carbone du sol sur des superficies agricoles aussi étendues que possible et la préservation des sols riches en carbone, comme le préconise l'initiative 4 pour 1 000 (« Des sols pour la sécurité alimentaire et le climat »). Nous reconnaissons en outre que d'autres contributions internationales déterminantes résulteront d'efforts visant une agriculture intelligente face au climat notamment dans le cadre de la GACSA (Global Alliance on Climate Smart Agriculture). Par ailleurs, la mise en commun internationale des données par le biais d'activités telles que le Système d'information sur les marchés agricoles (AMIS) et l'Initiative mondiale sur les données ouvertes pour l'agriculture et la nutrition (GODAN), favorisera la coopération internationale autour de la performance des chaînes de valeur mondiales, à travers la coopération en matière de réglementation, d'investissement et de partage des connaissances, ce qui améliorera la transparence et l'efficacité des marchés. Enfin, les ministres ont aussi évoqué la nécessité d'une coopération internationale pour trouver des solutions au problème de la résistance aux antimicrobiens ainsi que le partage d'expériences en matière de gestion de l'eau.

Gérer la transition pour atteindre les objectifs convenus par de nouvelles approches de la politique agricole et par l'intégration des politiques visant les systèmes agricole et alimentaire dans un cadre d'action plus général, constitue un défi pour chaque pays et pour le système mondial. Pour répondre à ce défi, nous avons tous reconnu que les gouvernements devaient se doter de **programmes d'action détaillés et cohérents**. La réunion nous a permis de partager nos expériences et d'évoquer nos succès de même que les difficultés rencontrées pour mener à bien les transitions. Nous avons noté que pour réussir, les transitions doivent rallier l'adhésion et le soutien des secteurs agricoles et agroalimentaires, en tenant compte des différents contextes nationaux et en investissant dans l'évolution des mentalités et la recherche de consensus. Bien gérer les transitions nécessitera d'**impliquer les parties prenantes**, de mettre en place des mesures spécifiques et d'engager des actions collectives. Nous nous sommes accordés à reconnaître que les politiques nécessaires pour mettre en place un système alimentaire mondial productif, durable et résilient devaient comprendre des mesures sectorielles et des mesures visant l'ensemble de l'économie. C'est en misant sur des politiques cohérentes intégrées au service d'une croissance inclusive et du développement durable que l'on aura le plus de chances d'améliorer le niveau de vie et de réduire la pauvreté dans les zones rurales à long terme et de permettre aux agriculteurs et à leurs familles de choisir la trajectoire de croissance qui leur offrira les meilleures opportunités économiques. Un cadre d'action intégré peut concourir au développement d'infrastructures essentielles, de transport et de stockage notamment, de services financiers, de droits fonciers et de propriété intellectuelle, ainsi qu'aux systèmes de santé et d'éducation, autant d'éléments qui contribueront à la réalisation des objectifs visés de croissance inclusive, de développement durable et de résilience du secteur agricole et alimentaire et des collectivités rurales.

Tout au long de cette réunion des ministres et des hauts responsables de pays qui, collectivement, représentent une large part de la production et de la consommation mondiale de produits alimentaires et agricoles, il nous est apparu que les défis auxquels nous sommes tous confrontés sont bien compris et largement partagés. Nous avons examiné un large éventail d'approches pratiques et pragmatiques envisageables pour y répondre, en nous référant plus particulièrement aux **travaux de l'OCDE**. Les participants à la réunion ont salué les travaux déjà en cours à l'OCDE sur certaines de ces approches. Le nouveau modèle d'action que nous avons retenu dans le domaine de l'agriculture et de l'alimentation devrait néanmoins être reflété de façon approfondie dans le cadre des travaux de l'OCDE. L'Organisation devrait, en collaboration avec les autres organisations internationales et les pays partenaires intéressés, redoubler d'efforts pour établir la base de connaissances nécessaire à l'élaboration de panoplies de mesures optimales pour atteindre les objectifs communs convenus à la présente réunion, tout en tenant compte du contexte local et des conditions requises pour une mise en œuvre réussie. Nous encourageons plus particulièrement **l'intégration systématique des performances environnementales et climatiques** dans le suivi des politiques agricoles et alimentaires et dans les recommandations y afférentes et le maintien de l'attention portée au **rôle de l'innovation** sous toutes ses formes au service de la croissance durable de la productivité. Nous recommandons également d'accorder une attention accrue à la **résilience de tout le secteur** qui comprend les exploitations, les filières alimentaires et les collectivités rurales au niveau national et international. Nous avons reconnu la grande valeur des travaux consacrés de longue date au suivi et à l'évaluation des politiques agricoles, aux perspectives des marchés mondiaux et aux évaluations approfondies des politiques agricoles. Nous avons aussi encouragé l'OCDE à poursuivre son action en offrant des comparaisons internationales ainsi qu'un forum pour l'échange d'informations et d'expertise. L'établissement par le comité de l'agriculture d'un rapport de suivi de la réunion ministérielle centré sur ces nouveaux éléments serait bienvenu. Nous suggérons également qu'une réunion des ministres de l'agriculture se tienne à un moment adéquat lorsque les progrès que nous aurons effectués sur nos objectifs partagés pourront être évalués au regard de l'après COP21 et du calendrier pour atteindre les objectifs de développement durable.

Outre les recommandations visant l'élargissement des travaux de l'OCDE, les Coprésidents sont convenus de collaborer dans plusieurs domaines qui, selon nous, auront d'importantes répercussions à l'avenir. Nous nous sommes engagés à faire avancer l'agenda de la **COP21** et le Plan d'actions Lima-Paris, en ce qui concerne l'agriculture, la santé des sols et les forêts. Nous appuierons les travaux sur les **ODD** relatifs à l'agriculture et à l'alimentation, en particulier l'objectif 1 « éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde », y compris réduire la pauvreté dans les zones rurales, l'objectif 2 « éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable », et l'objectif 12 « établir des modes de consommation et de production durables », y compris lutter contre les pertes et déchets alimentaires et assurer la gestion durable et l'utilisation efficace des ressources naturelles, et nous concourrons à la réalisation de ces objectifs.

La réunion s'est déroulée dans un état d'esprit positif compte tenu des défis auxquels se trouve confronté le secteur. Les ministres et les autres participants ont été portés, dans leurs débats, par la richesse des possibilités offertes par l'agriculture pour apporter des solutions, et se sont dits confiants dans notre capacité à relever les défis identifiés. Nous reconnaissons que les agriculteurs et le système alimentaire dans son ensemble ont été extraordinairement résilients et réactifs par le passé. Notre tâche, en tant que ministres et membres des gouvernements, est d'assurer que les politiques et les institutions en place leur permettront de conserver leur résilience et leur réactivité en renforçant leur robustesse et leur capacité d'adaptation aux nouveaux risques rencontrés. L'efficacité de la coopération internationale jouera un rôle clé pour répondre à ces défis et permettre à l'agriculture et au système alimentaire mondial de continuer à fournir des aliments sûrs et nutritifs en quantité suffisante, où ils sont nécessaires, tout en protégeant l'avenir de nos ressources naturelles, de nos collectivités rurales et de la population de toute la planète.